

L'UNION AFRICAINE PEINE A COMPRENDRE L'INTERDEPENDANCE AFRICAINE

Dr Yves Ekoué Amaïzo,
Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »
30 juin 2011

Le 17e sommet de l'Union africaine s'est ouvert ce 30 juin 2011 pour deux jours à Malabo en Guinée Equatoriale. Le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mr Jean Ping a rappelé sur le dossier libyen que si l'on n'avance pas, « *on ne recule pas...* ». Mais On attend la déclaration commune à moins que les clivages soient trop importants et que la déclaration ne vient rappeler que les généralités d'usage sur l'autodétermination du peuple libyen.

1. Démocratie à géométrie variable pour les Chefs d'Etat africains

Le Président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, Président en exercice de l'Organisation de l'UA, devrait pouvoir offrir une nouvelle image grâce à la manne pétrolière car le vrai problème des chefs d'Etats africains, ***c'est bien leur définition à géométrie variable de la conception de la « démocratie à l'africaine »...*** Ils n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la durée des mandats présidentiels limités à deux ... les dirigeants des quelques pays vertueux comme le Botswana, le Cap Vert ou le Ghana n'ont pas souvent droit au chapitre... Donc tous sujets évoqués à savoir entre autres : la jeunesse, la paix, la santé, le financement de l'Union africaine, les violences et abus des droits humains, l'Etat de droit, l'accès à l'énergie et ceux qui sont oubliés comme les brutalités des services de répression des Etats africains contre les jeunes, contre les étudiants, contre les mouvement sociaux ont tous pour origine l'absence de consensus sur le concept africain de la démocratie.

Le vrai sujet reste bien le financement indépendant de l'Union africaine... car il n'y a pas de problème si le financement doit être dépendant qui provenait essentiellement de la Libye et de l'Union européenne. La Commission de l'Union africaine gagnerait en autorité si elle était plus transparente et affichant les positions des uns et des autres chefs ou délégations africaines au lieu de se cacher derrière le consensus qui permet l'hypocrisie et que trois pays africains sont allés voter pour la guerre sur le sol africain.

La question est de savoir si l'Union africaine risque à terme une scission, ce qui arrangerait bien les pays qui utilisent certains chefs d'Etat africains comme des sous-traitants et un prolongement des politiques décidées au sein du G8, au sein de l'OTAN (Organisation

transatlantique du Nord) qui décide aujourd'hui si le Président Zuma d'Afrique du sud peut ou pas atterrir sur le sol Libyen.

Que faut-il attendre de ce sommet ? Des décisions dont plusieurs ne seront pas mises en œuvre ! Des décisions sur la base du consensus qui cachent les scissions entre les Chefs d'Etat et le manque d'audace de certains qui refusent d'afficher clairement qu'ils sont alignés sur les positions des pays membres de l'OTAN aux détriments des intérêts des peuples africains dans leur ensemble, au détriment de la paix sur le territoire africain, aux dépens de la démocratie fondée sur la vérité des urnes et l'autodétermination des peuples africains.

2. Interdépendance comme nouveau concept pour changer l'Union africaine

Les peuples africains doivent comprendre que leur cri de l'indépendance ne trouvera d'échos que si chacun comprend que l'Afrique doit comprendre que c'est l'interdépendance africaine qui prévaut aujourd'hui dans un monde globalisé. Ne pas ne prendre conscience, les voix d'indignation risque de continuer longtemps sans que la coordination de la demande sociale ne soit pris en compte. Mais la préservation des générations futures et de la protection des ressources productives et l'appropriation du foncier restent des vœux pieux, car les dirigeants choisis sur la base de la contre-vérité des urnes ont choisi de vendre l'Afrique et ses ressources à des vautours économiques qui se reconnaîtront.

Toutefois, rien ne vaut l'indignation des Peuples africains face au système de souricière juridique que constitue la Cour pénale internationale que beaucoup de dirigeants africains se sont empressés de signer en oubliant d'abord de créer une Cour pénale africaine pour régler des exactions commises par les dirigeants et les militaires antirépublicains comme au demeurant les grands criminels économiques naviguant dans le giron des pouvoirs africains. Personne ne doit être dupe que la guerre en Libye et le fait d'oublier de soutenir une approche de la transition qui repose sur la démocratie directe et locale servent d'abord à faire payer la guerre ou une grande partie par les nouveaux et futurs pouvoirs en Libye, comme cela se fait au demeurant actuellement pour la Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens doivent savoir qu'avec l'abolition de leur parlement et en attendant de nouvelles élections législatives, le pays est géré comme une dictature sans contre-pouvoir, avec d'ailleurs de nombreuses injonctions pouvant venir de l'étranger sans que cela ne réponde aux intérêts de la réconciliation. Aussi, les recettes du café, du cacao et du pétrole, des douanes, du port en Côte d'Ivoire risquent d'abord de servir à payer les dépenses de la guerre et des pays qui ont soutenus les rebelles comme ce qui se fait actuellement en Libye...

Face à cette nouvelle forme d'endettement et de blocage des générations futures, la question reste posée de savoir comment identifier et condamner l'enrichissement illicite de tous ceux des Africains comme des non-Africains qui profitent de cet état de fait et tendent d'ailleurs à l'institutionnaliser en contrôlant les médias et en faisant silence sur la transparence de l'information.

3. Interdépendance rime avec transparence

L'interdépendance africaine suppose que les positions africaines soient affichées clairement pour que les peuples identifient ceux des dirigeants qui continuent à travailler comme avant l'indépendance, c'est-à-dire contre les intérêts de l'Afrique. YEA.